

Les agriculteurs français sacrifiés par l'Europe et par la finance

Article rédigé par *Philippe Kerlouan*, le 26 février 2018

Source [boulevard Voltaire] Emmanuel Macron a battu le record de présence au Salon de l'agriculture. Si cette performance illustre l'endurance physique de notre Président, elle ne suffira pas à rassurer les agriculteurs. Le bilan principal de cette journée, c'est la confirmation de l'impuissance de la France devant Bruxelles. Alors, faut-il accuser l'Europe de tous les maux ?

Prenez l'exemple des négociations avec le Marché commun du Sud (Mercosur), qui regroupe l'Argentine, le Brésil, le Paraguay, l'Uruguay, le Venezuela et la Bolivie. Il s'agit d'un projet d'accord de libre-échange pour faciliter l'exportation de produits en provenance du Mercosur vers l'Union européenne, en réduisant notamment les droits de douane. Les éleveurs français s'en inquiètent à juste titre.

En effet, dans les pays du Mercosur, on n'est pas soumis aux mêmes normes sanitaires qu'en France. De plus, les charges étant moins lourdes, l'augmentation des importations de produits sud-américains (bœuf, volailles, etc.), porterait un coup supplémentaire aux éleveurs qui n'en ont pas besoin.

Stéphane Travert, le ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation, a beau déclarer que, « *pour ce qui concerne la filière bovine, le compte n'y est pas* », ou que « *la France défend sa filière bovine* », on se demande si on peut s'y fier : ancien député socialiste frondeur, rallié à Macron dès la fin 2014, il n'est guère un exemple de constance et de fidélité. On ne lui donnerait pas le bon Dieu – ni sa confiance – sans confession.

Quant au président de la République, bien qu'il assure qu'« *il n'y aura jamais de bœuf aux hormones en France* », quel est le poids de sa parole face à l'Europe ? Ne déclarait-il pas, fin janvier 2018, qu'il serait « *pertinent d'essayer de finaliser rapidement [cet accord] dans le contexte géopolitique actuel* » ? Qui faut-il croire : le Macron du Salon de l'agriculture ou le Macron qui, au nom de la solidarité européenne, s'aplatit devant les décisions de Bruxelles ?

La Commission européenne minimise déjà l'impact de la fin des droits de douane : les Européens ne vont pas acheter du bœuf argentin plutôt que de la viande bovine française, ils vont acheter argentin au lieu d'acheter américain, plaident-ils avec une étrange logique. D'ailleurs, certains pays sud-américains sont en train de revoir leurs critères de qualité. Alors, pourquoi s'inquiéter ?

L'Europe se défend, bien sûr, de l'accusation d'imposer ses vues aux peuples sans leur consentement. Elle prétend avoir toutes les caractéristiques d'une démocratie représentative, voire d'être pionnière en matière de démocratie participative. Approuve-t-elle que le gouvernement français n'ait tenu aucun compte du résultat du référendum du 29 mai 2005 ? Elle minimise son rôle dans l'application des directives européennes, puisqu'elle n'intervient que lorsqu'un pays est en défaut. De qui se moque-t-elle ? Vous êtes libres de faire ce que je veux. Sinon, gare à vous !

On aurait, cependant, tort de tout mettre sur le dos de l'Europe. Le véritable moteur de ses décisions, de ses directives – que certains États comme la France s'empressent de transcrire, voire de devancer dans leur législation –, ce sont les intérêts financiers. Peu importe que de petits agriculteurs se ruinent, pourvu que les grands groupes produisent et vendent. Adieu les entreprises familiales, vive les fermes des mille vaches !

Considérez la politique de Macron dans tous les secteurs. On la caractérise généralement par la formule « et en même temps », comme s'il était un as de la synthèse. Mais, à y regarder de près, on s'aperçoit que le vrai fil directeur, c'est la finance. Comme s'il avait une calculatrice à la place du cerveau et du cœur.

